

Royaume du Maroc

Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Département de l'Energie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة
قطاع الطاقة والمعادن

**Direction du Contrôle
et de la Prévention des Risques**

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Appel d'offres ouvert sur offres de prix
N° 1/DCPR/2010 du 11/05/2010 à 10 heures**

Royaume du Maroc

Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Département de l'Energie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة
قطاع الطاقة والمعادن

Direction du Contrôle et de la Prévention des Risques

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert sur offres de prix N° 1/DCPR/2010

Objet: Formation d'agents du Département de l'Energie et des Mines, chargés du Contrôle et de la Prévention des Risques, sur des procédures des pratiques des audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc

Marché passé par appel d'offres ouvert, séance publique en application des prescriptions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-06-388 du 16 Mohar rem 1428 (05 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

ARTICLE 15 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

ARTICLE 16 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 17 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent Règlement de Consultation concerne l'appel d'offres ouvert n°.../DCPR/2010 ayant pour objet la réalisation des prestations de formation d'agents du Département de l'Energie et des Mines, chargés du Contrôle et de la Prévention des Risques, sur des procédures des pratiques des contrôles et d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-06-388 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur;
- f. Le présent règlement de consultation;

ARTICLE 4: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 19 du décret du 05 février 2007, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publié sur le portail des marchés de l'Etat..

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du décret du 5 février 2007 relatif aux marchés de l'Etat et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

ARTICLE 5: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau n° 127, Bâtiment B, Département de l'Energie et des Mines, Agdal- Rabat, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site www.mem.gov.ma.

Il peut également être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit à leurs frais et à leurs risques et périls.

ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulés par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage sis à Agdal – Rabat (Maroc). Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés de l'Etat.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-06-388 du 05 février 2007 relatif aux marchés de l'Etat :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaire à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement.
 - Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes qui sont en liquidation judiciaire.
 - Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou l'article 85 du décret n° 2-06-388 précité.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique, et un dossier additif le cas échéant.

1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre:

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 23 du décret n° 2-06-388 du 5 février 2007 relatif aux marchés de l'Etat ;
- b. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- c. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - d. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ;
 - e. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5^{ème} paragraphe du C de l'article 83 du décret n° 2-06-388 du 05 Février 2007 ;
 - f. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce.

En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement, accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant conformément à l'article 83 du décret n° 2-06-388 du 5 février 2007 précité.

Les organismes publics doivent fournir les attestations visées aux paragraphes **c**, **d** et **e** et le texte les habilitant à réaliser les prestations objet du marché.

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des documents visés aux paragraphes **c**, **d** et **f** ci-dessus, et à défaut, une déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié lorsque de tels documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

2. LE DOSSIER TECHNIQUE doit comprendre:

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a réalisées ou auxquelles il a participé ;
- b. Les attestations délivrées par les bénéficiaires publics ou privés avec indication de la nature, le montant, les délais et les dates de réalisation desdites prestations, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).

ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations selon une procédure technique avantageuse. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

1. Une note sur la méthodologie proposée pour la réalisation de la formation :
 - Le programme détaillé de la formation.
 - La méthode pédagogique à suivre pour l'animation de la formation.
2. Une note sur la démarche envisagée pour évaluer la formation.
3. Une note sur le contenu de chacun des manuels des procédures des pratiques des audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières du Maroc destinées au raffinage, au stockage des produits pétroliers liquides, à l'emplissage des Gaz de Pétrole Liquéfiés (GPL), au stockage des GPL (en vrac, conditionnés) et aux points de vente des produits pétroliers liquides
4. Les Curriculum Vitae des experts-animateurs à affecter pour réaliser les prestations, objet de l'appel d'offre, datés et signés par le concurrent et les intéressés, tout en précisant les diplômes, les qualités et les expériences dans le domaine objet de la formation selon les modèles joints en **annexes 1 et 1bis**. Le nombre d'experts-animateurs proposés doit être d'au moins quatre (04) **dont au moins un (01) chargé(s) de la préparation des manuels des procédures des pratiques d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc.**

Les experts animateurs formateurs doivent disposer des qualifications suivantes :

1. un titre d'ingénieur d'Etat, ou équivalent, dans le domaine de l'Energie ou dans un domaine connexe, délivré par un établissement d'enseignement supérieur,
2. une expérience d'au moins 5 ans dans les activités liées au domaine de l'énergie,
3. une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine de la formation.
4. au moins une attestation ou certificat de formation en matière d'audit.

L'expert-animateur (ou les experts-animateurs) chargé (s) de la préparation des manuels des procédures des pratiques d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc, cités dans l'article 34 du CPS, doit (doivent) disposer de :

- un titre d'ingénieur d'Etat, ou équivalent, dans le domaine de l'Energie ou dans un domaine connexe, délivré par un établissement d'enseignement supérieur,
- une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la réglementation marocaine relative aux installations pétrolières et gazières.

5. Les copies certifiées conformes à l'original des diplômes des experts-animateurs proposés.

Article 10 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en lettres.

En cas de discordance entre le montant en chiffres et celui en lettres c'est le montant indiqué en lettres qui fait foi.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2-06-388 précité , le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « les plis ne doivent être ouverts que par le Président de la commission d'appel d'offre lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient 3 enveloppes comprenant :

- a. **La première enveloppe**: contient outre le CPS signé et paraphé, le dossier administratif et le dossier technique. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossiers administratif et technique ».
- b. **La deuxième enveloppe**: contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».

- c. **la troisième enveloppe** : contient l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «offre technique».

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-06-388 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- remis, séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis .

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n° 2-06-388 du 5 février 2007 sur les marchés de l'Etat.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-06-388 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 30 du décret n° 2-06-388 sur les marchés de l'Etat.

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 35, 36 et 38 du décret n° 2.06.388 précité.

ARTICLE 15 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

Conformément aux dispositions des articles 27 et 36 du décret n° 2.06.388 sur les marchés de l'Etat, l'évaluation des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques.

Les critères énumérés ci après sont assortis de la grille de notation ci-dessous :

1/ Qualité des experts-animateurs, notation sur 50 points :

La notation est faite sur la base des curriculum vitae des experts-animateurs présentés.
Le prestataire est tenu de désigner au moins quatre (4) experts-animateurs

(au moins trois (03) comme **experts-animateurs Formateurs** et au moins un (01) comme **expert-animateur chargé de la préparation des manuels des procédures** des pratiques d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc).

A. Experts-animateurs Formateurs proposés : (35 points)

Cette notation est établie comme suit :

a/ La nature des diplômes : 10 points

- Diplôme d'ingénieur d'Etat (ou équivalent : bac + 5 ou 6 ans) : 08 points
- Diplôme d'ingénieur d'Etat et diplôme(s) supplémentaire(s) dans le même domaine de formation (ou équivalent : bac + 7 ou plus) : 10 points

b/ Attestation (s) ou certificat (s) relatifs à la formation en matière d'audit : 10 points

- Attestation (s) et/ou certificat (s) de formateur d'audit : 8 points
- Attestation (s) et/ou certificat (s) d'expert- formateur d'audit : 10 points

c/ Expérience des experts-animateurs dans les activités liées au secteur de l'énergie : 10 points

- Expérience de 5 ans à 10 ans : 08 points
- Expérience supérieure à 10 ans : 10 points

d/ Expérience des experts-animateurs dans le domaine de la formation: 05 points

- Expérience de 2 ans : 02 points
- Expérience supérieure à deux ans : 05 points

La note retenue sera la moyenne des notes attribuées à chacun des experts-animateurs proposés.

B. Expert-animateurs chargés de préparer les manuels de procédures : (15 points)

Cette notation est établie comme suit :

a/ La nature des diplômes : 10 points

- Diplôme d'ingénieur d'Etat (ou bac + 5 ou 6 ans) : 08 points
- Diplôme d'ingénieur d'Etat et diplôme(s) supplémentaire(s) dans le même domaine de formation (ou bac + 7 ou 8 ans) : 10 points

b/ Expérience des experts dans le domaine de la réglementation Marocaine relative aux installations pétrolières et gazières: 5 points

- Expérience de 5 ans : 02 points
- Expérience supérieure à cinq ans : 05 points

La note retenue sera la moyenne des notes attribuées à chacun des experts-animateurs proposés.

NB : Il est à préciser que tout expert-animateur ayant un diplôme inférieur à ceux requis et/ou ne justifiant pas l'expérience requise sera éliminé et en cas de proposition du nombre minimum requis d'experts-animateurs qui est de quatre (04) **comme stipulé plus haut, l'offre sera éliminée d'office de la concurrence.**

La note globale attribuée aux experts-animateurs est égale à la somme des moyennes des notes calculées en (A) et (B) ci-dessus.

2/ Qualité du programme de formation proposé : 30 points

Le programme proposé sera noté selon les critères a et b :

a/ Cohérence entre le programme proposé et les objectifs de formation fixés par l'Administration : 15 points

- Pas du tout cohérent : 00 point
- Moyennement cohérent : 07 points
- Parfaitement cohérent : 15 points

b/ Simulation et études de cas pratique : 15 points

- Non satisfaisant : 00 point
- Satisfaisant : 07 points
- Très satisfaisant : 15 points

3/ Démarche et méthode pédagogique : 10 points

- Démarche non claire et incomplète : 00 points
- Démarche claire et complète : 10 points

4/ Approche d'évaluation, notation 10 points, évaluée comme suit :

- Faible : 00 points
- Moyenne : 05 points
- Bonne : 08 points
- Excellente : 10 points

Il est à préciser que la note technique (NT) est attribuée à chaque candidat par addition des notes des critères précités. Les concurrents ayant obtenu la note NT inférieure ou égale à soixante sur cent (60/100) sont éliminés.

ARTICLE 16 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Ne sont acceptées dans cette étape que les offres ayant obtenu **une note technique égale ou supérieure à 60 points**.

Le concurrent ayant obtenu la note minimale d'admissibilité et ayant présenté une offre financière la moins disante, est désigné attributaire du marché.

ARTICLE 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt (90) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 6 du décret n° 2-06-388 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

Fait à Rabat, le

SIGNE PAR : (Ordonnateur)

ANNEXES

ANNEXE 1

MODELE DE CURRICULUM VITAE PROPOSE POUR LES EXPERTS-ANIMATEURS FORMATEURS

NOM et prénom :

Date et lieu de naissance :

Numéro de Tel et GSM:

Adresse :

E-mail :

Fonction actuelle :

Ancienneté dans la fonction :

Nationalité :

Principales qualifications :

Indiquer l'expérience et la formation de l'animateur se rapportant particulièrement à l'objet de la formation.

Préciser les sessions de formation animées selon le tableau ci-après :

Nature de formation	Organisme bénéficiaire	Nombre de formés	Durée de la formation	Dates de réalisation

ETUDES SUPERIEURES ET FORMATION SUIVIES :

Indiquer les études supérieures et formations suivies en mentionnant les noms des instituts fréquentés ainsi que les dates, durées, diplômes et certificats obtenus.

Expérience professionnelle :

Décrire le vécu professionnel (projets menés, postes occupés, actions encadrées avec indication des dates et lieux ... etc)

Langues :

(Indiquer le niveau de compétence dans chaque langue pour parler, lire et écrire par les appréciations << bon >>, << moyen >> ou << faible >>).

**Date et Signature de l'animateur
prestataire**

Date, signature et cachet du

ANNEXE 2

MODELE DE CURRICULUM VITAE PROPOSE POUR LES EXPERTS-ANIMATEURS CHARGES DE PREPARER LES MANUELS DE PROCEDURES

NOM et prénom :

Date et lieu de naissance :

Numéro de Tel et GSM:

Adresse :

E-mail :

Fonction actuelle :

Ancienneté dans la fonction :

Nationalité :

Principales qualifications :

Indiquer l'expérience et la formation de l'expert rapportant particulièrement à l'objet des prestations.

ETUDES SUPERIEURES ET FORMATION SUIVIES :

Indiquer les études supérieures et formations suivies en mentionnant les noms des instituts fréquentés ainsi que les dates, durées, diplômes et certificats obtenus.

Expérience professionnelle :

Décrire le vécu professionnel (projets menés, postes occupés, actions encadrées avec indication des dates et lieux ... etc)

Langues :

(Indiquer le niveau de compétence dans chaque langue pour parler, lire et écrire par les appréciations << bon >>, << moyen >> ou << faible >>).

**Date et Signature de l'expert
prestataire**

Date, signature et cachet du

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- **Mode de passation** : Appel d'offres ouvert sur offres de prix.
- **Objet du marché** : Formation d'agents du Département de l'Energie et des Mines, chargés du Contrôle et de la Prévention des Risques, sur des procédures des pratiques des contrôles et d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n°(1)
inscrit au registre du commerce de (localité) sous le
n° (1)
n° de patente (1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société)
au capital de :.....
adresse du siège social de la société.....
adresse du domicile élu :.....
affilié à la CNSS sous le n°(1)
inscrit au registre du commerce de (localité)..... sous le
n°(1) n° de patente.....(1).
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

DECLARE SUR L'HONNEUR

- m'engager à couvrir, dans les limites et conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

- que je remplis les conditions prévues à l'article 22 du décret n° 2-06-388 du 16 moharrem 1428 (5 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle ;

- Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité (2)

- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous traitants remplissent également les conditions prévues à l'article 22 du décret n° 2-06-388 précité.
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;

m'engager de ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés ;

- m'engager de ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- Déclare avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 24 du décret n° 2-06-388 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait, à.....le,.....

Signature et cachet du concurrent (2)

(1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert n° 1/2010/DCPR du 11/05/2010 à 10 heures.

Objet du marché : Formation d'agents du Département de l'Energie et des Mines, chargés du Contrôle et de la Prévention des Risques, sur des procédures des pratiques des contrôles et d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc

en application de l'Alinéa 2 Paragraphe 1 de l'Article 16 et l'Alinéa 3 du Paragraphe 3 de l'Article 17 du Décret n° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné (prénom, noms et qualité)

..... agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu

...

Affilié à la CNSS sous le n° (2)

Inscrite au registre du commerce de (localité) sous le n° (2)

n° de patente (2)

b) Pour les personnes morales

Je (1) soussigné..... (prénoms, noms et qualité au sein de l'entreprise)

agissant au nom et pour le compte de

.....(raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de :

Adresse du siège social de la société adresse

du domicile élu affiliée à la CNSS

sous le n°..... .. (2) et (3)

Inscrite au registre du commerce de (localité) Sous le n°

(2) et (3)

n° de patente..... (2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres ouvert concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau des prix et la décomposition du montant global établis conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi même lesquels prix font ressortir :

- montant hors T.V.A :(en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA.....(en pourcentage)
- montant de la T.V.A(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A comprise :.....(en lettres et en chiffres).

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4)
ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité)
sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le,.....
(Signature et cachet du concurrent)

(1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- 1) mettre : “ Nous soussignés, nous obligeons conjointement et solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- 2) ajouter l'alinéa suivant : “ désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ”.

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

(3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) Supprimer les mentions inutiles

ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES,
DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

DEPARTEMENT DE L'ENERGIE ET DES MINES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DU CONTROLE

ET DE LA PREVENTION DES RISQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° 1/2010/DCPR

(Séance Publique)

Le **11 mai 2010 à 10 heures**, il sera procédé dans les bureaux de la Direction du Contrôle et de la Prévention des Risques à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix n° 1/2010/DCPR ayant pour objet la formation d'agents du Département de l'Energie et des Mines, chargés du contrôle et de la prévention des risques sur des procédures des pratiques des contrôles et d'audits de sécurité dans les installations pétrolières et gazières implantées au Maroc.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à la Direction du Contrôle et de la Prévention des Risques - Ministère de l'Energie et des Mines, de l'Eau et de l'environnement (Département de l'Energie et des Mines), Agdal-Rabat.

Il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat <http://www.marchespublics.gov.ma/> et à partir de l'adresse électronique suivante <http://www.mem.gov.ma/>.

Le dossier d'appel d'offres peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'article 19 du décret n° 2-06-388 du 16 moharrem 1428 (5 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Le cautionnement provisoire est fixé à la Somme de trente mille dirhams (30.000,00)

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 26 et 28 du décret n° 2-06-388 précité.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Direction du Contrôle et de la Prévention des Risques, Département de l'Energie et des Mines - Agdal, Rabat.

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 23 du décret n° 2-06-388 précité, à savoir :

1- Dossier administratif comprenant :

- a) Une déclaration sur l'honneur ;
- b) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ;
- c) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ;
- d) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le CONCURRENT est en situation régulière envers cet organisme ;
- e) Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation personnelle et solidaire en tenant lieu. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au paragraphe 5 du C de l'article 83 du décret n° 2-06-388 du 05 Février 2007 ;
- f) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce ;

N.B : les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des pièces visées aux paragraphes c, d et f ci-dessus, et à défaut, une déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié lorsque de tels documents ne sont délivrés par leurs pays d'origine.

2- Dossier technique comprenant :

- c. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a réalisées ou auxquelles il a participé ;
- d. Les attestations délivrées par les bénéficiaires publics ou privés avec indication de la nature, le montant, les délais et les dates de réalisation desdites prestations, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).